

## Vingt ans de guerre à l'opium en Afghanistan : retour sur une déroute américaine

Michel Gandilhon, chargé d'enseignement, master de Criminologie

Publié le 29 septembre 2021 – Mis à jour le 29 septembre 2021

Le 7 octobre 2001, les États-Unis, suite aux attentats du 11 septembre précédent, lançaient, avec leurs alliés de l'OTAN, l'opération « Enduring freedom ». Celle-ci visait à détruire les infrastructures d'Al-Qaïda en Afghanistan et le régime des talibans, jugé coupable de les abriter et de les protéger.



Le 7 octobre 2001, les États-Unis, suite aux attentats du 11 septembre précédent, lançaient, avec leurs alliés de l'OTAN, l'opération « [Enduring freedom](#) ». Celle-ci visait à détruire les infrastructures d'Al-Qaïda en Afghanistan et le régime des talibans, jugé coupable de les abriter et de les protéger.

En dehors de la mise en avant du thème de la « [guerre contre le terrorisme](#) », très vite, la propagande, consubstantielle à toute opération de cette envergure, a mobilisé celui de la lutte contre la drogue, en présentant les talibans [comme de vulgaires « narco-terroristes »](#), trafiquant l'opium et l'héroïne afin, notamment, de détruire la jeunesse occidentale. Dès 2002, le premier ministre britannique, Tony Blair, le plus fidèle allié des États-Unis, [déclarait](#) :

«  
**Les armes que les talibans achètent sont payées avec les vies des jeunes Britanniques qui achètent leur drogue dans les rues britanniques. C'est un autre aspect de leur régime que nous devons détruire.**  
»

L'agitation de cette thématique permettait de conférer un supplément d'âme à l'opération et de justifier un investissement guerrier de longue durée contre des talibans qui, chassés du pouvoir, n'en allaient pas moins se réorganiser très rapidement pour mener la lutte armée contre le nouveau régime mis en place par la coalition occidentale.

## L'opium comme arme de guerre

Pourtant, cette volonté affichée de lutter contre l'opium n'avait pas toujours été de mise de la part des États-Unis. Au contraire, Washington avait [longtemps fermé les yeux](#) sur l'explosion de la production dans les années 1980, consécutive à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979.

Quand l'Armée rouge franchit la frontière, si l'opium est connu depuis des siècles dans le pays et fait l'objet d'une consommation régulière, notamment dans les populations baloutches, la [production est faible](#), estimée par les spécialistes à 180-200 tonnes par an, tandis que la fabrication de l'héroïne est inexistante.

Cette production est rapidement dynamisée, sous l'effet d'une double nécessité : financer le djihad lancé contre l'occupant, et faire face aux conséquences des destructions infligées par la politique de la terre brûlée mise en œuvre par les Soviétiques.

Dès 1981, plusieurs fatwas prononcées par des chefs religieux appartenant à la résistance afghane appellent les paysans à développer les plantations de pavot. Des appels immédiatement entendus par des cultivateurs qui voient leur cadre de vie bouleversé par la guerre. La culture du pavot est en effet particulièrement bien adaptée au temps de désolation que traversent les campagnes du pays.

Économe en eau dans un contexte où les systèmes d'irrigation sont largement détruits, exigeant une main-d'œuvre abondante à un moment où la population surnuméraire explose et plus lucrative que le blé, la culture de l'opium se développe rapidement. Collecté et acheté par les seigneurs de la guerre, il est transformé en héroïne dans les zones tribales du Pakistan. Le tout sous la supervision des services secrets pakistanais, qui voient dans le développement du trafic un moyen de soutenir financièrement la guérilla contre les Russes.

On retrouve là une utilisation des drogues qui n'est pas sans rappeler la situation qui prévalait en Asie du Sud-Est une dizaine d'années plus tôt, quand la [CIA couvrait les trafics d'héroïne au Laos](#) destinés à financer les guérillas anticommunistes. À ceci près qu'il semble que, en Afghanistan, les Américains ne sont pas impliqués directement, mais par l'intermédiaire de [leurs alliés pakistanais](#), ce qui ne va pas sans provoquer des tensions entre la Drug Enforcement Agency (DEA) et la CIA, laquelle, au nom de la réalpolitik, décourage toute velléité d'intervention de l'agence chargée de la lutte contre la drogue.

Zbigniew Brzezinski, le conseiller de Jimmy Carter sur les affaires afghanes et architecte de l'alliance avec les moudjahidines, [déclarera bien des années plus tard](#) que cette stratégie n'était qu'un moindre mal à côté de l'effondrement de l'URSS auquel le djihad afghan avait largement contribué.

En 1989, quand l'Armée rouge quitte l'Afghanistan, le pays produit 1 200 tonnes d'opium soit 35 % de la production mondiale. Ce départ, malheureusement pour la population, ne signifie pas la fin des conflits. Après la chute du régime communiste de Najibullah en 1992 sous les coups des moudjahidines, une guerre civile s'engage entre les alliés d'hier pour la prise du pouvoir, accélérant encore le chaos dans le pays et favorisant un nouvel essor de l'opium et de la corruption qui va avec.



Entre 1989 et 1996, année de la prise de Kaboul par les talibans, la production double et atteint plus de 2 000 tonnes. Par une ironie certaine, ce sont ceux-là mêmes que l'administration Bush accusera de « narco-terrorisme » qui mettent provisoirement un frein à la production. [Suite à une fatwa de juillet 2000](#), celle-ci retombe aux niveaux d'avant l'intervention soviétique, soit 185 tonnes. Les superficies de culture du pavot passent alors de 82 000 hectares à 8 000.

Il semble que le nouveau régime ait pu faire appliquer cette décision sans trop recourir à la coercition du fait de la popularité dont il jouit auprès d'une partie de la paysannerie. Celle-ci reconnaît aux talibans le mérite d'avoir mis fin au chaos de la guerre civile entre factions et d'avoir rétabli un certain ordre dans le pays. Cependant, l'interdiction et les pertes de revenus qu'elle fit subir aux plus vulnérables des paysans (métayers, ouvriers agricoles, petits propriétaires) leur fit perdre une partie de leur base sociale.

Ironie supplémentaire, quelques mois avant l'invasion de l'Afghanistan par la coalition occidentale, en mai 2001 précisément, une [délégation américaine saluera la politique anti-drogue](#) du nouveau régime et Colin Powell, à la tête du département d'État, décidera d'allouer près de 43 millions de dollars pour aider les agriculteurs, dans un contexte où la sécheresse sévit, à opérer la transition...

## Faillite du State building

La chute du régime des talibans va relancer la production d'opium dans le pays pour la simple raison que l'intervention américaine remet au pouvoir les anciens seigneurs de la guerre qui étaient au cœur de tous les trafics depuis les années 1980, tandis que les paysans, notamment les fermiers et les métayers, faute d'alternatives, consacrent au pavot une partie croissante de leurs parcelles.

Cela d'autant plus que la stabilité économique n'est pas au rendez-vous avec, à partir de 2004, la montée en puissance, notamment dans le sud du pays, des talibans chassés du pouvoir. Dans les zones qu'ils contrôlent, pour ne pas s'aliéner les paysans, ils tolèrent les cultures du pavot, sur lesquelles ils prélèvent des taxes. À l'époque, toutes les factions, qu'elles soient proches du gouvernement de Kaboul ou dans l'opposition armée, sont peu ou prou impliquées dans les [trafics d'opium et d'héroïne](#).

Certains spécialistes estiment toutefois que c'est du côté du gouvernement prooccidental plutôt que des talibans que la [corruption par l'argent des trafics est la plus grande](#).

En 2005, 9 tonnes d'opium sont retrouvées dans la résidence du gouverneur du Helmand, qui passera du côté des talibans après sa destitution. La corruption est gigantesque et [affecte l'entourage proche du président Hamid Karzai](#). Pourtant, les Américains ne se focalisent que sur les talibans. En cela, ils ne font qu'utiliser une technique éprouvée de diabolisation déjà essayée sur d'autres terrains, par exemple en Colombie avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), [qualifiées de « narco guérilla » par leur ambassadeur en 1984](#).

« Le trafic de drogue est certainement l'une des principales sources de revenu au sein même du gouvernement », France 24, 21 août 2009.

Pourtant, les travaux de terrain montrent que les revenus que tirent les talibans de l'opium ne sont pas grand-chose à côté de ceux qu'ils tirent des taxes sur les marchandises qui transitent dans les régions où ils sont présents. Une [étude](#) évalue en 2009 leurs revenus tirés de la drogue à 155 millions de dollars, soit une petite partie de l'argent engendré par le trafic de drogues dans le pays, à savoir 2,5 milliards de dollars.

Ce sont donc bel et bien les alliés des États-Unis dans la guerre contre la terreur qui sont au cœur des trafics illicites. À partir de 2004, les Américains, qui avaient [délégué la lutte contre l'opium et l'héroïne à leur allié britannique](#), vont reprendre la main en mettant au cœur de leur discours le lien entre terrorisme et trafics. Robert B. Charles, secrétaire adjoint de l'*International Narcotics and Law Enforcement Affairs*, un service du département d'État chargé de la lutte internationale contre les drogues, [déclarait alors](#) :

«  
**Couper l'approvisionnement en opium est essentiel pour établir une démocratie sûre et stable, ainsi que pour gagner la guerre mondiale contre le terrorisme.**

»

## Bilan de faillite

Entre 2002 et 2015, on estime que 8 milliards de dollars ont été dépensés dans la guerre à la drogue en Afghanistan, surtout dans les zones du sud du pays tenues par les talibans. Les méthodes employées sont variées : épandages, arrachages manuels... jusqu'aux [bombardements aériens de laboratoires d'héroïne](#). Cette politique, qui privilégie la force au détriment d'autres stratégies comme le développement alternatif, ne remportera que des succès très relatifs.

En 2020, l'Afghanistan produit [85 % de l'opium mondial](#) et est le premier producteur mondial d'héroïne. [20 à 30 % du PIB](#) serait engendré par le commerce de l'opium et de l'héroïne et la production d'opium a été multipliée par 30 entre 2001 et 2020. De plus, l'Afghanistan est en train de devenir un acteur important du marché de la résine de cannabis, tandis que la [production de méthamphétamine](#) se développe.

[Comme l'a reconnu Douglas Lute](#), l'actuel représentant des États-Unis à l'OTAN et ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale pour l'Irak et l'Afghanistan de George W. Bush et Barack Obama, « nous n'avions aucune compréhension fondamentale de l'Afghanistan. Nous ne savions pas ce que nous faisons.[...] Par exemple sur l'économie. Nous devons établir "un marché florissant". Nous aurions dû spécifier : "un marché de la drogue florissant", car c'est la seule partie qui fonctionne. »

Dans ce contexte, certains chercheurs estiment qu'il est douteux que les talibans, malgré une volonté affichée, [renouvellent l'interdiction de 2000](#). L'économie liée à l'opium est devenue trop importante dans les stratégies de survie d'une proportion importante de la population, dans un contexte où, du fait du retrait des États-Unis, les flots d'argent que leur présence engendrait vont s'arrêter, aggravant la situation économique.

La [route des Balkans](#) de l'héroïne qui alimente l'Europe n'est probablement pas près de se tarir.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

 | [International](#) | [Sécurité](#) | [Santé publique](#)



voir le site

[strategies.cnam.fr](https://strategies.cnam.fr)

<https://strategies.cnam.fr/publications/blog/vingt-ans-de-guerre-a-l-opium-en-afghanistan-retour-sur-une-deroute-ameri>